

REGARDS

VIOLENCES POLICIÈRES

Blanchis mais blessés

David Wagner

Condamnation de l'Etat luxembourgeois dans l'affaire des raids anti-« islamistes » de 2003. Une victoire de l'Etat de droit qui révèle un fonctionnement inquiétant des services de police.

Quand on cherche, on ne trouve pas forcément. Au contraire même, on peut carrément se méprendre, et trouver le contraire de ce que l'on cherchait. Au risque d'engager de sérieux « dommages collatéraux ». C'est ce que devraient se dire les organes de sécurité de l'Etat luxembourgeois, notamment dans la fameuse affaire des perquisitions « musclées » dans les milieux « islamistes » commises par la police en mars 2003 (voir woxx 688). Car voilà : la justice vient de confirmer en appel une condamnation de l'Etat en faveur de la famille A*.

Rappelons les faits : pour quelques familles, cette journée du 31 mars 2003 avait très mal commencé. Comme pour la famille A. par exemple. A 6 h 30 heures, les forces spéciales d'intervention de la police grand-ducale enfoncent la porte du domicile de ce couple aux trois enfants. Tout va très vite. Afin de « sécuriser » les lieux, les agents jettent Benoît*, le père, par terre avec une « violence extrême », comme le rapporte le jugement de la Cour d'appel, et le menottent à même le carrelage. Carole*, sa femme, se trouvait au même moment sous la douche : les agents ont fracassé la porte de la salle de bains qui s'est renversée sur elle en la blessant, couchée, menottée elle aussi et subissant une fouille corporelle à peine vêtue, fouille d'ailleurs non ordonnée par le juge d'instruction. Quant aux trois enfants, ils ont dû assister à la scène.

Quelques mois plus tard, en juillet, la famille dont le père est tunisien et la mère ainsi que les enfants de nationalité luxembourgeoise, porte plainte contre l'Etat. En décembre 2005, le tribunal condamne l'Etat à payer 10.000 euros à chacun des membres de la famille, ce qui fait en tout 50.000 euros. Mais en mars 2006, l'Etat fait appel contre cette décision de justice. Finalement, en décembre 2009, la Cour d'appel déboute l'Etat et confirme la condamnation première, blanchissant une seconde fois la famille A. Les avocats de la famille, Mourad Sebki et Guy Thomas, de l'étude Guy Thomas, doutent que l'Etat se pourvoie en cassation. « Le risque est grand qu'il perde à nouveau et dans le cas contraire, l'affaire serait portée devant la Cour de Strasbourg », estime Maître Sebki. L'on peut en effet douter que l'Etat luxembourgeois veuille faire une trop grande publicité en-dehors des frontières nationales à ce qu'il convient de qualifier d'abus de pouvoir, alors complètement soutenue par le ministre de la justice d'alors, Luc Frieden et le premier ministre Jean-Claude Juncker.

D'autant plus que le commentaire du jugement de la Cour d'appel est lui, en effet, « sans appel » : « Il résulte de ce rapport (Inspection générale de la police, ndlr), que le caractère violent de l'opération ne saurait être contesté ». Plus loin, la Cour estime qu'« il s'avère en outre que les perquisitions, (...) ont été effectuées par des effectifs insuffisants en nombre et de surcroît inexpérimentés. Il est encore reconnu que lors de la phase de sécurisation, il n'a pas été suffisamment tenu compte du caractère fragile de certaines personnes dont la présence était connue avant le début de l'opération. La prise en



Etre né avec la
« mauvaise foi », ce n'est
pas toujours une sinécure.
Même au 21e siècle.

charge différenciée des femmes et des enfants a fait défaut. L'encadrement psychologique a été lacuneux voire inexistant. »

Chienlit policière

La psychologie ne semble vraiment pas être le fort de la police. Bientôt sept ans après les faits, Benoît souffre encore des séquelles physiques et psychiques de l'intervention. Nous l'avons rencontré à son domicile et nous y trouvons un homme de 46 ans qui en fait un peu plus. Il indique notamment ses jambes affaiblies, et la perte visible de musculature, conséquence selon lui du choc psychologique. Et depuis 2003, il ressent également des douleurs dans la nuque, suite à un coup de poing policier qui lui avait causé des saignements au niveau de la pommette gauche. De plus, il souffre d'acouphènes, c'est-à-dire de forts bourdonnements dans les oreilles, suite aux bruits engendrés lorsque la porte a été forcée.

Le problème, c'est que ses douleurs ne lui permettent actuellement pas d'exercer sa profession. Avant l'intervention policière, Benoît travaillait dans une boucherie hallal de la capitale. « Mais maintenant, je ne peux pas rester debout plus de quinze minutes derrière la table de travail. En plus, les couteaux et les instruments de travail de boucherie m'effraient désormais. Ma tête ne va pas encore bien », se désole-t-il. En attendant, il suit de multiples thérapies aussi bien psychologiques que de rééducation au « Rehazenter ». Par contre, il refuse de bénéficier d'une pension d'invalidité : « Je ne suis pas invalide. J'ai 46 ans. Je veux encore pouvoir travailler et ne pas être un poids pour la société. En fait, ce n'est pas l'argent

qui m'intéresse. Ce que je veux, c'est récupérer ma dignité ».

Pourtant, si la tristesse est apparente, aucun mot d'amertume ne sort de sa bouche, au contraire. Il estime qu'après tout, « la justice a dit la bonne parole ». Et concernant les policiers qui l'ont malmené, le tranquille père de famille les absout : « L'erreur est humaine ». Il faut dire que Benoît sait apprécier les bienfaits d'un Etat de droit fonctionnant plutôt bien. Comparé à son pays natal, la Tunisie, cette dictature néanmoins soutenue par l'Occident pour ses méthodes d'inquisition expéditives, il y a de quoi relativiser.

Par contre, si l'histoire s'est finalement plutôt bien terminée pour la famille A., tout n'est pas si simple. En effet, la perquisition a été effectuée dans le climat hystérique aux relents islamophobes évidents à la suite du 11 septembre 2001, qui a ouvert toutes les portes à l'arbitraire policier. Depuis cette date, la peur d'attentats réels ou imaginés, justifie de plus en plus d'excès liberticides - sans parler des agressions militaires en Afghanistan ou en Irak - et des amalgames douteux dont est victime la communauté religieuse musulmane en Europe. Et lorsque l'on apprend que lors d'une de ces perquisitions, la police confisque un CD du groupe français

« Louise Attaque », pensant probablement y trouver des prêches violents, on se dit que toutes les interprétations sont possibles. Maître Sebki, quant à lui, s'interroge de savoir si finalement la justice considère l'opération comme étant fautive dans son ensemble ou bien uniquement dans son exécution. Car dans le premier cas, il faudrait remonter l'ensemble de la hiérarchie décisionnelle, c'est-à-dire jusqu'au ministre Frieden, et son chef, Jean-Claude Juncker.

Suffit-il d'être d'origine arabe ou musulmane et de pratiquer l'Islam pour devenir aussitôt suspect ? D'après Benoît, les soupçons qui se sont retournés contre lui et ont amené à la perquisition de son logement se basent principalement sur deux facteurs. Primo, parce que Salmi Taoufik était un client de la boucherie dans laquelle travaillait Benoît. Taoufik est le Tunisien interpellé le même jour, mais renvoyé dans son pays d'origine par le gouvernement luxembourgeois (voir woxx 947) - en violation des conventions internationales qui interdisent à un Etat d'extrader un citoyen vers un autre Etat si cela peut porter atteinte à son intégrité psychique et physique. « Si un trafiquant de drogue fréquente votre magasin, cela fait-il alors de vous aussi un trafiquant ? », lance Benoît. Par ailleurs,

la justice tunisienne n'a jamais pu prouver quoi que ce soit. Mais Benoît pense également avoir été dénoncé par un indicateur vivant au Luxembourg et agissant pour le compte de la Sûreté de l'Etat tunisienne. Le motif serait la pure vengeance personnelle car la femme de Benoît aurait aidé l'épouse de l'indicateur à divorcer de son mari qui la violentait.

Quoi qu'il en soit, si finalement l'Etat de droit luxembourgeois a fonctionné pour indemniser des victimes innocentes, le fonctionnement de ses organes répressifs et les raccourcis et amalgames qu'ils opèrent avec la bénédiction de la hiérarchie et du pouvoir politique posent beaucoup de questions. C'est une question de démocratie, justement cette valeur au nom de laquelle de telles actions sont menées.

*L'identité des membres de la famille a été changée par la rédaction.

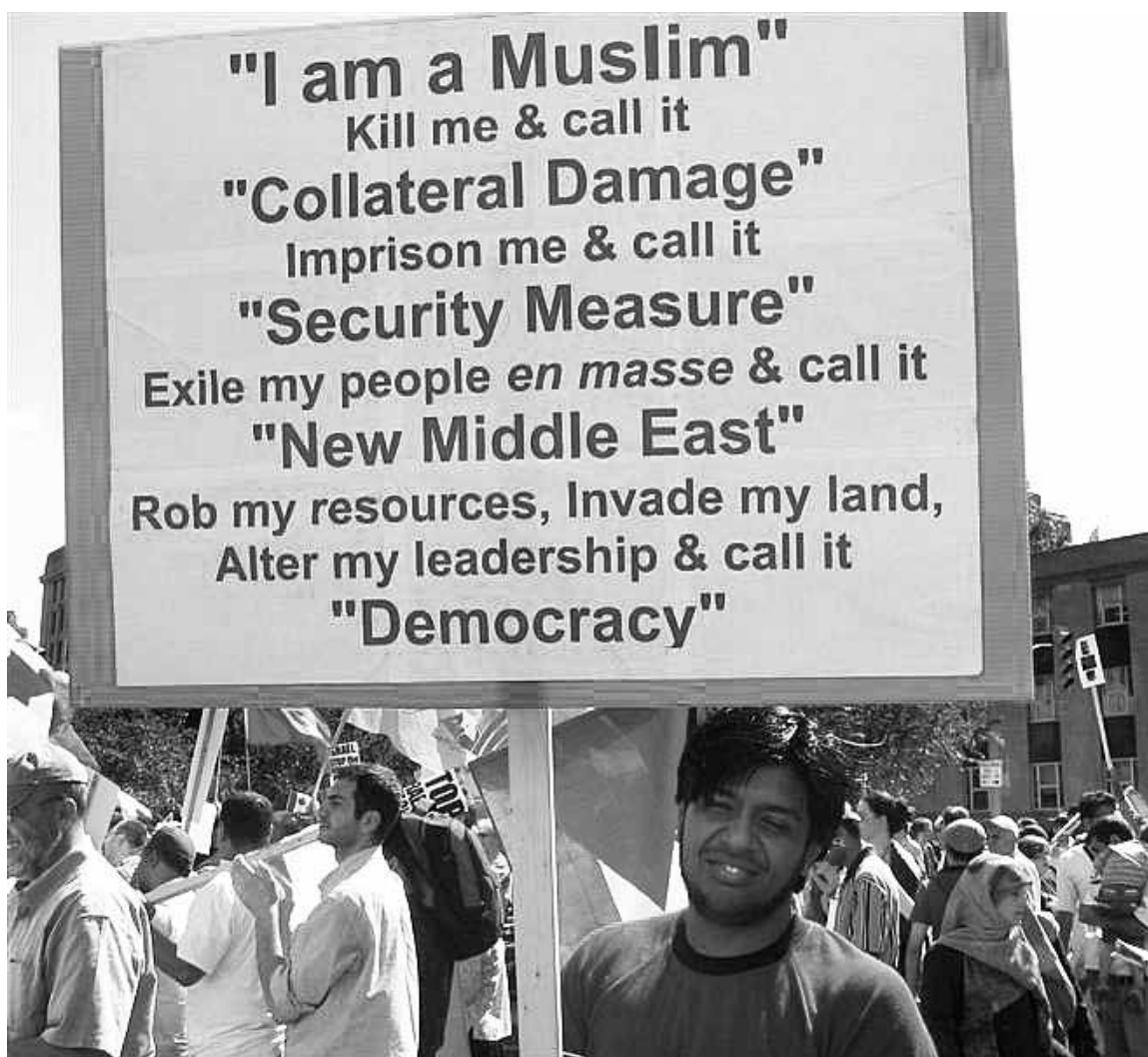


PHOTO: EDGE OF SPACE